

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

---

RECUEIL DES ARRÊTS,  
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

---

AFFAIRE DU DÉTROIT  
DE CORFOU

**ORDONNANCE DU 26 MARS 1948**

**1948**

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

---

REPORTS OF JUDGMENTS,  
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

---

THE CORFU  
CHANNEL CASE

**ORDER OF MARCH 26th, 1948**

La présente ordonnance doit être citée comme suit :  
*Affaire du détroit de Corfou, Ordonnance du 26 mars 1948 :*  
*C. I. J. Recueil 1948, p. 53. »*

---

This Order should be cited as follows :  
“*Corfu Channel case, Order of March 26th, 1948 :*  
*I.C.J. Reports 1948, p. 53.*”

**N° de vente :**  
**Sales number** **7**

## COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

1948.  
Le 26 mars.  
Rôle général  
n° 1.

ANNÉE 1948

**Ordonnance rendue le 26 mars 1948.****AFFAIRE DU DÉTROIT  
DE CORFOU**

La Cour internationale de Justice,  
Après délibéré en Chambre du Conseil,  
Vu les articles 40 et 48 du Statut de la Cour,

*Rend l'ordonnance suivante :*

Considérant que, par requête du 22 mai 1947, conformément à l'article 40, paragraphe 1, du Statut, et à l'article 32, paragraphe 2, du Règlement, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a introduit devant la Cour contre le Gouvernement de la République populaire d'Albanie une instance concernant l'incident survenu dans le détroit de Corfou le 22 octobre 1946, au cours duquel deux contre-torpilleurs britanniques heurtèrent des mines dont l'explosion causa des dommages à ces navires ainsi que de lourdes pertes de vies humaines ;

Considérant qu'à la date du 1<sup>er</sup> octobre 1947 le Gouvernement du Royaume-Uni avait déposé un Mémoire contenant un exposé et des conclusions ;

Considérant que, dans le délai prévu pour le dépôt du Contre-Mémoire, l'agent du Gouvernement albanais, par un document daté du 1<sup>er</sup> décembre 1947 et enregistré au Greffe le 9 décembre 1947, a présenté une exception préliminaire de non-recevabilité de la requête ;

Considérant que, par Arrêt du 25 mars 1948, la Cour a rejeté ladite exception préliminaire, décidé que la procédure sur le fond serait poursuivie, et fixé comme suit les délais pour le dépôt des pièces ultérieures :

## INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

---

YEAR 1948.

1948.  
March 26th.  
General List:  
No. 1.

Order made on March 26th, 1948.

## THE CORFU CHANNEL CASE

---

The International Court of Justice,

After deliberation,

Having regard to Articles 40 and 48 of the Statute of the Court,

*Makes the following Order :*

Whereas by an Application dated May 22nd, 1947, under Article 40, paragraph 1, of the Statute, and Article 32, paragraph 2, of the Rules of Court, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland instituted proceedings before the Court against the Government of the People's Republic of Albania. These proceedings concerned the incident which occurred in the Corfu Channel on October 22nd, 1946, when two British destroyers struck mines, the explosion of which caused damage to the vessels and heavy loss of life ;

Whereas the United Kingdom Government on October 1st, 1947, filed a Memorial with statements and submissions ;

Whereas, within the time-limit fixed for the presentation of the Counter-Memorial, the Agent for the Albanian Government, by a document dated December 1st, 1947, and filed in the Registry on December 9th, 1947, submitted a Preliminary Objection to the Application on the ground of inadmissibility ;

Whereas by a Judgment dated March 25th, 1948, the Court rejected the Preliminary Objection, decided that proceedings on the merits should continue and fixed the time-limits for the filing of subsequent pleadings as follows :

- a) pour le Contre-Mémoire du Gouvernement albanais, le mardi 15 juin 1948 ;
- b) pour la Réplique du Gouvernement du Royaume-Uni, le lundi 2 août 1948 ;
- c) pour la Duplique du Gouvernement albanais, le lundi 20 septembre 1948 ;

Considérant qu'après le prononcé dudit arrêt, la Cour a reçu de la part de l'agent du Gouvernement de l'Albanie et de l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni notification d'un compromis en date du 25 mars 1948 ;

Considérant que le compromis en question est ainsi conçu :

« Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie, représenté par son agent M. Kahreman Ylli, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Albanie à Paris ;

et

le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, représenté par M. W. E. Beckett, C. M. G., K. C., juriconsulte au *Foreign Office* ;

Sont convenus par le présent compromis, établi à la suite de la Résolution du Conseil de Sécurité du 9 avril 1947, de soumettre à la Cour internationale de Justice, aux fins de jugement, les questions suivantes :

1) L'Albanie est-elle responsable selon le droit international des explosions qui ont eu lieu le 22 octobre 1946 dans les eaux albanaises, et des dommages et pertes humaines qui en seraient suivis, et y a-t-il le cas de réparations à donner ?

2) Le Royaume-Uni a-t-il violé, selon le droit international, la souveraineté de la République populaire d'Albanie par les actions de la marine de guerre britannique dans les eaux albanaises le 22 octobre 1946 et les 12 et 13 novembre 1946 et y a-t-il lieu à donner satisfaction ?

Les Parties sont d'accord que le présent compromis sera soumis à la Cour internationale de Justice immédiatement après que la Cour rendra son arrêt, le 25 mars, relatif à l'exception préliminaire.

Les Parties demandent à la Cour, eu égard au présent compromis, de prendre, conformément au Statut et au Règlement de la Cour, et après avoir consulté les agents des Parties, des dispositions qu'elle jugera appropriées pour la procédure à suivre.

En foi de quoi, les agents sus-mentionnés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé le présent compromis.

Fait à La Haye, le 25 mars 1948, à midi, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé à la Cour internationale de Justice. »

- (a) for the Counter-Memorial of the Albanian Government, Tuesday, June 15th, 1948;
- (b) for the Reply of the United Kingdom Government, Monday, August 2nd, 1948;
- (c) for the Rejoinder of the Albanian Government, Monday, September 20th, 1948;

Whereas after delivery of the Judgment the Court was notified by the Agent of the Albanian Government and by the Agent of the Government of the United Kingdom of the conclusion on March 25th, 1948, of a Special Agreement;

Whereas the Special Agreement in question is as follows :

“The Government of the People’s Republic of Albania, represented by their Agent Mr. Kahreman Ylli, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Albania at Paris;

and

the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, represented by their Agent Mr. W. E. Beckett, C.M.G., K.C., Legal Adviser to the Foreign Office;

Have accepted the present Special Agreement, which has been drawn up as a result of the Resolution of the Security Council of the 9th April, 1947, for the purpose of submitting to the International Court of Justice for decision the following questions:—

(1) Is Albania responsible under international law for the explosions which occurred on the 22nd October 1946 in Albanian waters and for the damage and loss of human life which resulted from them and is there any duty to pay compensation?

(2) Has the United Kingdom under international law violated the sovereignty of the Albanian People’s Republic by reason of the acts of the Royal Navy in Albanian waters on the 22nd October and on the 12th and 13th November 1946 and is there any duty to give satisfaction?

The Parties agree that the present Special Agreement shall be notified to the International Court of Justice immediately after the delivery on the 25th March of its judgment on the question of jurisdiction.

The Parties request the Court, having regard to the present Special Agreement, to make such orders with regard to procedure, in conformity with the Statute and the Rules of the Court, as the Court may deem fit, after having consulted the Agents of the Parties.

In witness whereof the above-mentioned Agents, being duly authorized by their Governments to this effect, have signed the present Special Agreement.

Done this 25th day of March, 1948, at mid-day, at The Hague, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited with the International Court of Justice.”

Considérant que ledit compromis forme désormais la base sur laquelle la Cour devra connaître de ladite affaire et énonce les questions que les Parties sont convenues de soumettre à sa décision ;

Considérant qu'à la date du 1<sup>er</sup> octobre 1947, dans le délai prescrit par la Cour, le Gouvernement du Royaume-Uni avait déposé un Mémoire contenant un exposé et des conclusions relatifs à l'incident survenu le 22 octobre 1946 ;

Qu'en considération du dépôt de ladite pièce, les agents des Parties, consultés par le Président, se sont déclarés d'accord devant lui pour demander que soient maintenus l'ordre et les délais de présentation des pièces ultérieures fixés par l'Arrêt du 25 mars 1948 ;

#### LA COUR

confirme comme suit les délais pour la présentation des pièces ultérieures :

- a) pour le Contre-Mémoire du Gouvernement albanais, le mardi 15 juin 1948 ;
- b) pour la Réplique du Gouvernement du Royaume-Uni, le lundi 2 août 1948 ;
- c) pour la Duplique du Gouvernement albanais, le lundi 20 septembre 1948.

Fait en anglais et en français, le texte anglais faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-six mars mil neuf cent quarante-huit, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République populaire d'Albanie et au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Le Président de la Cour :

(Signé) J. G. GUERRERO.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) E. HAMBRO.

Whereas this Special Agreement now forms the basis of further proceedings before the Court in this case, and states the questions which the Parties have agreed to submit to the Court for decision ;

Whereas the United Kingdom Government, on October 1st, 1947, that is within the time-limit fixed by the Court, filed a Memorial with statements and submissions relating to the incident that occurred on October 22nd, 1946 ;

Whereas the Agents for the Parties, having in view the filing of the Memorial and having been consulted by the President, declared in his presence that they agreed in requesting that the order and time-limits for the filing of the subsequent pleadings as fixed by the Judgment of March 25th, 1948, be maintained ;

#### THE COURT

confirms the time-limits for the filing of the subsequent pleadings as follows :

- (a) for the Counter-Memorial of the Albanian Government, Tuesday, June 15th, 1948 ;
- (b) for the Reply of the United Kingdom Government, Monday, August 2nd, 1948 ;
- (c) for the Rejoinder of the Albanian Government, Monday, September 20th, 1948.

Done in English and French, the English text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this twenty-sixth day of March, one thousand nine hundred and forty-eight, in three copies, of which one will be placed in the archives of the Court and the others will be transmitted to the Governments of the People's Republic of Albania and of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland respectively.

(Signed) J. G. GUERRERO,  
President.

(Signed) E. HAMBRO,  
Registrar.